

**Commentaires de Verizon France  
en réponse à la consultation publique de l'ARCEP  
Quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5, et 6  
Marchés pertinents du haut et du très haut débit  
Bilans et perspectives**

Verizon France remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de s'exprimer à propos des marchés pertinents du haut et du très haut débit, dans le cadre du quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5, et 6, devant couvrir la période allant de mi-2014 à mi-2017.

En raison de son positionnement particulier sur le marché, s'adressant à la seule clientèle des grandes et très grandes entreprises, le plus souvent d'envergure internationale Verizon France n'est concernée que par certaines parties du document soumis à consultation publique.

Verizon France s'associe par ailleurs à la contribution présentée par l'AFORST.

## **I – Etat des lieux**

Verizon France salue le travail de recensement réalisé par l'Autorité, s'agissant notamment du marché des services aux entreprises, et partage dans son ensemble le bilan dressé.

Celui-ci confirme malheureusement la prédiction que faisait Verizon France en mai 2009, écrivant dans sa contribution en réponse à la consultation publique de l'Autorité relative à l'analyse des marchés des services de capacité que les trois années ne verraient guère d'amélioration du point de vue de l'ouverture à la concurrence du marché des services aux entreprises, toujours très largement dominé par l'opérateur historique.

Verizon France souhaiterait que l'Autorité prenne toute la mesure de la situation et prenne des mesures véritablement de nature à remédier au déficit de concurrence dont souffre ce marché.

Très clairement, il ne sera observé aucune amélioration notable i) tant qu'il ne sera pas imposé à l'opérateur historique qu'il propose aux opérateurs alternatifs sur le marché de gros, à des tarifs orientés vers les coûts, des accès Ethernet sur fibre optique à 1 Gbit/s *a minima*

dans l'immédiat et à 10 Gbit/s au terme du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché, et ii) tant que l'obligation tarifaire de non-éviction qui n'a rien d'une contrainte mais qui constitue plutôt une rente héritée du monopole pour l'opérateur historique lui restera « imposée ».

De plus, la situation concurrentielle sur ce marché pourrait même se dégrader s'il n'était pas remédié rapidement à l'excès de liberté dont jouit l'opérateur historique pour apprécier l'étendue des zones « en concurrence pour les accès fibres », comme l'a révélée la mise à jour de ses protocoles d'approvisionnement interne en mai 2013.

## II – Perspectives (réponse de Verizon France aux questions posées par l'Autorité)

**Question n°1 :** les contributeurs sont invités à commenter les évolutions envisagées en faveur de l'extension du dégroupage.

N'étant pas présente sur le marché du dégroupage, Verizon France laisse le soin de répondre aux opérateurs qui le sont.

**Question n°2 :** par ailleurs, l'Autorité observe un ralentissement dans l'extension du dégroupage avec cartes SDSL. Les opérateurs sont invités à faire part de leurs intentions quant à la poursuite (en précisant le rythme d'extension) ou l'arrêt du dégroupage des NRA sur technologie SDSL. Ils préciseront également, si possible, les causes perçues de ce ralentissement.

Pour la même raison, Verizon France n'est pas en mesure de répondre à cette question.

**Question n°3 :** Dans le but d'améliorer l'efficacité des processus de gros pour l'ensemble des opérateurs, l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part des mesures envisageables, susceptibles de réduire le volume de lignes à construire et d'utiliser au maximum les lignes existantes lors des commandes d'accès en dégroupage.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°4 :** l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part de leurs remarques concernant les perspectives envisagées pour le dégroupage opérationnel et à soulever le cas échéant des points non identifiés dans le présent document.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°5 :** les contributeurs sont invités à commenter les deux scénarii envisagés pour l'émergence de services de médias audiovisuels dans la zone non dégroupée et à comparer de leur point de vue ces scénarii en fonction de leur faisabilité, de leur coût, de la rapidité de leur mise en œuvre et de leur impact.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°6 :** les contributeurs sont invités à commenter le dispositif envisagé par l'Autorité, au stade des perspectives, susceptible de contrôler le rythme de l'ouverture des services de médias audiovisuels par Orange dans la zone non dégroupée.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°7 :** les contributeurs sont invités à se prononcer sur le diamètre de câble nécessaire et suffisant pour le déploiement dans des conditions techniques raisonnables (robustesse et durabilité du câble) d'un lien contenant 6 paires de fibre optique, tant pour les déploiements en conduite que pour les déploiements aériens.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°8 :** l'Autorité invite les contributeurs à commenter son analyse quant aux déploiements possibles en vue de préparer le FttH et souhaiterait que les acteurs se prononcent sur l'arbitrage qu'ils pourraient faire entre les différents cas de déploiement listés ci-dessus (ou éventuellement d'autres situations de déploiement non identifiées dans le présent document). Par ailleurs, l'Autorité souhaite interroger les contributeurs sur les critères de dimensionnement en nombre de fibres optiques nécessaires pour préparer les déploiements futurs de réseaux FttH ou FttO.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°9 :** l'Autorité invite les contributeurs à commenter la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°10 :** l'Autorité invite les contributeurs et en particulier les collectivités territoriales ayant réalisé des projets de NRA-ZO à se prononcer sur la possibilité, sous réserve du respect des règles de la commande publique, qui pourrait leur être offerte de faire entrer leur NRA-ZO dans le cadre réglementaire des NRA-MeD.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°11 :** l'Autorité invite les acteurs à se prononcer quant à la clarification envisagée des obligations imposées à Orange concernant son offre de *bitstream* cuivre symétrique.

Verizon France est hostile à l'introduction d'une différenciation géographique des remèdes sur le marché de gros. L'absence actuelle d'une telle différenciation géographique ne pose aucun problème du point de vue de Verizon France, et apporte au contraire une certaine souplesse qui serait appréciable pour remédier à d'éventuelles dérives.

Verizon France estime par ailleurs que l'obligation tarifaire de non éviction « imposée » à l'opérateur historique devrait être levée. Ce dispositif entretient artificiellement des tarifs à

un niveau exagérément élevé au seul bénéfice de l'opérateur historique, sans contrepartie sur le marché du haut débit au sens large.

De plus le schéma montrant qu'en zone C1 les coûts d'un opérateur générique efficace seraient très nettement supérieurs à ceux de l'opérateur historique est particulièrement surprenant, et mériterait certainement qu'on s'y intéresse de près, car si elle était avérée cette situation serait révélatrice de graves dysfonctionnements.

**Question n°12 :** Les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques.

Verizon France approuve dans son ensemble cette analyse de l'Autorité, et se prononce en faveur de l'élargissement proposé.

**Question n°13 :** Les contributeurs sont invités à réagir sur la pertinence du périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil au regard de leurs déploiements ou de leurs intentions de déploiements de boucles locales optiques. Les opérateurs sont également invités à identifier les éventuels freins attachés aux processus de commande d'accès présents dans l'offre et qui feraient obstacle au déploiement de nouvelles boucles locales optiques, notamment dans les zones moins denses du territoire.

Les craintes exprimées par l'Autorité semblent fondées, mais Verizon France manque d'expérience pour se prononcer avec certitude sur ce point.

**Question n°14 :** Les contributeurs sont invités à indiquer s'ils identifient des limitations dans l'offre d'accès au génie civil de nature à freiner l'émergence de marchés et services innovants. Les contributeurs sont invités le cas échéant à préciser les services innovants à prendre en compte dans la régulation de l'accès au génie civil, à caractériser les enjeux économiques sous-jacents et à évaluer l'opportunité d'un éventuel élargissement de l'offre d'accès au génie civil dans le cadre de l'analyse du marché 4.

Il est en effet légitime et raisonnable de considérer que le génie civil hérité du monopole historique, pour l'essentiel, doit être accessible aux opérateurs alternatifs comme il l'est pour l'opérateur historique, quel que soit l'usage des services livrés sur le ou les points à desservir.

**Question n°15 :** l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien de l'offre d'hébergement et à formuler des remarques concernant d'éventuelles améliorations.

Il est évident qu'une telle offre d'hébergement doit être imposée à l'opérateur historique, dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires, et à des tarifs orientés vers les coûts.

**Question n°16 :** l'Autorité invite les acteurs à formuler leurs remarques relatives aux pistes d'évolutions envisagées pour l'offre LFO et à proposer le cas échéant d'autres évolutions non identifiées dans le présent document.

Verizon France n'a pas l'expérience nécessaire pour se prononcer sur ce point.

**Question n°17 :** les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'éventualité d'une analyse de marché spécifique au segment de la collecte.

Verizon France n'est pas directement concernée par ce sujet qu'elle ne connaît pas suffisamment pour se prononcer.

**Question n°18 :** Les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l'offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d'amélioration.

De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d'offres du marché entreprises.

Verizon France retient globalement de l'expérimentation à laquelle elle a participé en 2012 que l'offre d'accès au génie civil de l'opérateur historique est attractive pour les opérateurs souhaitant investir dans un déploiement massif de fibre optique sur une zone ciblée car il permet de réduire l'investissement initial de façon substantielle, comparativement à un déploiement de génie civil en propre, dont le coût est de l'ordre de 100 à 200 € par mètre. Mais cette offre est mal adaptée à des besoins de raccordements ponctuels de sites clients ciblés, et ce particulièrement en dehors des zones denses.

Or c'est précisément à ce type de besoin qu'est confrontée Verizon France, dont la stratégie commerciale est incompatible avec le déploiement massif de nouvelles boucles locales dédiées. La couverture offerte aujourd'hui par les boucles locales optiques métropolitaines déployées en propre par Verizon France est telle qu'il n'est pas raisonnable pour elle d'envisager de nouveaux déploiements d'envergure, en raison de la rentabilité insuffisante des investissements que cela exigerait.

Dans ce contexte, lorsque le site client à desservir est situé à distance raisonnable des infrastructures réseau de Verizon France, c'est-à-dire à quelques centaines de mètres, et que le recours à l'offre GC pourrait offrir une solution intéressante, celui-ci est pénalisé par la nécessité de faire réaliser par l'opérateur historique une étude préalable de faisabilité, pour un coût de plusieurs centaines voire milliers d'euros sans aucune garantie sur le résultat. Sans cette étude, l'incertitude est trop grande pour que Verizon puisse faire une offre commerciale établie sur la base d'un accès ainsi réalisé. Mais son coût est le plus souvent dissuasif pour une proposition à l'issue incertaine et donc un raccordement hypothétique – sans parler des délais de réalisation de l'étude.

Mais fondamentalement, si l'offre d'accès au génie civil de l'opérateur historique permet de réduire de façon significative la part des coûts de génie civil dans la réalisation de BLOD alternatives, celle-ci comme la réalisation de génie civil en propre demeurent des options essentiellement réservées aux opérateurs déployant une stratégie de développement massif sur une zone géographique ciblée, hormis quelques cas marginaux.

**Question n°19 :** Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires concernant le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes.

Alors que la location de fourreaux n'est susceptible de favoriser qu'à la marge le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD, pour un opérateur tel que Verizon France, une offre d'accès à la fibre nue de l'opérateur historique constituerait une réelle opportunité de développement, à défaut d'offre sur fibre optique activée à des débits allant de 1 à 10 Gbit/s.

**Question n°20 :** les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur les délais de prévenance associés à la fermeture d'un NRA.

Verizon France estime qu'il n'y a pas lieu à court ou moyen terme de remettre en cause les dispositions actuellement en vigueur.

**Question n°21 :** Les contributeurs sont invités à réagir sur les éléments présentés dans cette partie en lien avec la migration du réseau de cuivre vers les réseaux de fibre optique. En particulier, les opérateurs sont invités à préciser quels sont leurs besoins en termes de visibilité sur les déploiements (position des NRO, rythme de déploiement) et quelles sont les possibilités d'améliorer cette visibilité.

La réflexion de Verizon France n'est pas suffisamment avancée pour lui permettre de se prononcer de façon aussi précise sur les questions évoquées.

**Question n°22 :** Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur la migration technologique vers l'Ethernet et sur les mesures envisagées par l'Autorité pour accompagner la fermeture des offres.

Si la migration technologique vers l'Ethernet est inéluctable, et même souhaitable, il est impératif que l'Autorité tienne le plus grand compte des parcs existants, à la fois sur le plan des contraintes techniques et opérationnelles, mais également tarifaires. Les produits faisant appel aux technologies anciennes peuvent parfaitement continuer d'être exploités pendant de longues années, sans augmentation de prix. En fin de vie, les méthodes de valorisation selon les coûts de remplacement en filière perdent toute pertinence, et l'Autorité devra veiller à ce que l'opérateur historique s'abstienne de toute augmentation tarifaire en imposant le gel des tarifs des offres de référence concernées pendant plusieurs années.

Il convient également de souligner que le prix des produits de substitution ne devra en aucun cas excéder celui des produits remplacés. Il serait anormal à fonctionnalités équivalentes qu'un service sur fibre coûte plus cher qu'un service sur cuivre.

**Question n°23 :** Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires quant à la perspective de la fermeture technique des LPT structurées.

Verizon France approuve la proposition de l'Autorité.

**Question n°24 :** L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT 2 Mbit/s. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions s'agissant de la gestion de la fin de vie des LPT 2 Mbit/s (notamment en termes de préavis et d'information préalable).

Comme le souligne l'Autorité, la LPT 2 Mbit/s est un produit qui reste extrêmement apprécié et on peut faire le pari qu'il le restera jusqu'à l'extinction du cuivre. Il s'agit effectivement d'une brique de base qui doit rester disponible jusqu'à l'horizon 2020 au moins, à des tarifs qui ne devraient plus connaître d'aléas, mais au contraire être gelés à leur niveau actuel voire en deçà, la hausse des LPT sites clients finals observée depuis mai 2013 étant particulièrement suspecte aux yeux de Verizon France.

**Question n°25 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur un éventuel allègement des obligations tarifaires sur les liaisons d'aboutement.

Verizon France est favorable au maintien des obligations actuelles y compris tarifaires.

**Question n°26 :** L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse des besoins en débits supérieurs à 100 Mbit/s ou inférieurs à 10 Mbit/s sur fibre optique.

Verizon France confirme l'impérieuse nécessité d'imposer sans délai à l'opérateur historique de nouvelles classes de débits allant au moins jusqu'à 1 Gbit/s, et de viser 10 Gbit/s avant la fin du 4<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché.

Par ailleurs il est effectivement nécessaire de veiller à ce que l'opérateur historique fournisse également dans ses offres de gros des classes de débit d'entrée de gamme, en cohérence avec ses offres de détails, comme le souligne l'Autorité.

**Question n°27 :** L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT THD. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions quant à la gestion de la fin de vie des LPT THD (notamment en termes de préavis et d'information préalable).

Verizon France considère que les LPT THD doivent être traitées selon la même approche que les LPT 2 Mbit/s.

**Question n°28 :** Les contributeurs sont invités à formuler d'éventuelles observations concernant l'analyse proposée des problématiques relatives à la fluidité du marché.

Verizon France partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle le marché entreprises est peu fluide par nature, en raison de la complexité des opérations de migration, accrue par la multiplicité de sites, et parce que les coupures de service sont toujours des événements particulièrement critiques.

En revanche, pour ce qui concerne la clientèle des grandes et très grandes entreprises à laquelle elle s'adresse, Verizon France n'a pas eu connaissance de difficultés particulières liées à des clauses contractuelles ou tarifaires.

Quant à la cession de lignes actives, Verizon France n'y est pas favorable en raison de la coupure de service qu'elle emporte nécessairement, sans possibilité de retour arrière.

**Question n°29 :** L'Autorité invite les acteurs des territoires ultra-marins à lui communiquer dès à présent les éléments utiles à la mise en place d'un dispositif de suivi des tarifs des



circuits interurbains interterritoriaux, notamment dans la zone Antilles. Ils préciseront, si possible, les causes perçues du niveau élevé de ces tarifs.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°30 :** L'Autorité invite les acteurs des territoires ultra-marins à lui faire part d'éventuels autres projets pouvant avoir un impact sur la situation concurrentielle d'un segment.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°31 :** L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°32 :** L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse sur la problématique de la complétude à terme des déploiements en zones très denses. En particulier, les opérateurs sont invités à faire part de leurs retours d'expérience sur les premiers déploiements de point de mutualisation desservant des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel.

Verizon France laisse aux opérateurs concernés le soin de se prononcer sur ce point.

**Question n°33 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de se fonder sur les réseaux mutualisés pour répondre aux besoins des entreprises, et à préciser les conséquences à en tirer en matière d'architecture technique.

Pour Verizon France cette opportunité mérite d'être considérée avec attention et bienveillance, mais elle ne s'est pas encore suffisamment penchée sur le sujet pour l'étudier de façon approfondie et émettre un avis éclairé.

**Question n°34 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'analyse préliminaire de l'Autorité quant à l'émergence à terme d'offres entreprises sur BLOM.

Là encore, Verizon France n'a pas suffisamment étudié la question, mais l'analyse préliminaire de l'Autorité semble plutôt convaincante.

**Question n°35 :** l'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOD dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc.

Un tel sujet mérite une réflexion particulièrement approfondie, que Verizon France n'a pas encore engagée. Intuitivement, il semble raisonnable d'envisager une mutualisation d'infrastructures de génie civil. En revanche l'intérêt d'un réemploi partiel de câbles optiques BLOD existants à fin de déployer des BLOM paraîtrait plutôt incertain.



**Question n°36 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter les outils de contrôle comptable et tarifaire concernant l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et également l'articulation entre régulation symétrique et asymétrique sur ce sujet.

Verizon France n'est pas en mesure de se prononcer, faute de temps et des ressources nécessaires pour se pencher sur un sujet aussi complexe, qui de plus ne semble pas la concerner directement.

**Question n°37 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter le cadre réglementaire ou de préciser sa mise en œuvre concernant les processus d'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et le principe de non-discrimination.

Verizon France n'est pas en mesure de se prononcer, faute de temps et des ressources nécessaires pour se pencher sur un sujet aussi complexe, qui de plus ne semble pas la concerner directement.

**Question n°38 :** Les contributeurs sont invités à réagir sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions permettant l'émergence et le développement des offres activées à très haut débit fixe.

Verizon France laisse le soin aux opérateurs concernés de se prononcer sur ce point.

**Question n°39 :** Les contributeurs sont invités à se prononcer sur l'existence d'une telle zone de concurrence par les infrastructures et, le cas échéant, à fournir des éléments objectifs permettant de la caractériser.

Comme le pressent l'Autorité, la définition de critères permettant de délimiter les contours d'une zone de « concurrence par les infrastructures » est un exercice extrêmement délicat et périlleux. De plus Verizon France est défavorable par principe à la différenciation géographique des remèdes, pour les produits entreprises à tout le moins.

Mais cette difficulté disparaîtrait tout naturellement si l'opérateur historique était astreint à une stricte obligation d'orientation vers les coûts pour ses produits de gros, la contrainte de non-éviction n'ayant véritablement de sens que sur le marché de détail et non pas sur le marché de gros.

A défaut, l'existence d'au moins deux infrastructures alternatives à proximité devrait être requise *a minima* pour qualifier une « zone concurrentielle », et la notion de proximité ne devrait pas dépasser le territoire de la commune.

**Question n°40 :** Les contributeurs sont invités à commenter le dispositif de régulation envisagé.

Verizon France est favorable à la levée de « l'obligation » de non-éviction non seulement sur les zones réputées « concurrentielles », mais plus largement sur l'ensemble du territoire.

**Question n°41 :** L'Autorité invite les acteurs à commenter le dispositif de régulation envisagé et à formuler leurs éventuels commentaires quant au niveau tarifaire des offres de détail d'OBS.

Verizon France observe avec la plus grande inquiétude la liberté qu'a prise l'opérateur historique en mai dernier, à l'occasion de la mise à jour de ses protocoles d'approvisionnement interne, en décidant qu'elle considérerait désormais comme concurrentielle toute commune « majoritairement située à moins de 10 km d'une infrastructure optique alternative ».

Ce faisant, l'opérateur historique s'autorise à se baser sur son offre de génie civil plutôt que sur les offres CE2O ou CELAN pour fixer ses tarifs de détail, et ainsi réduire la marge de manœuvre, non seulement des opérateurs acheteurs de ces offres de gros activées, mais également des opérateurs disposant d'une infrastructure « à proximité », le coût pour « aller chercher » son réseau s'avérant généralement prohibitif au-delà de quelques centaines de mètres.

Là encore, si les tarifs des offres CELAN et CE2O étaient strictement orientés vers les coûts, sans être biaisés par l' « obligation » de non-éviction, le problème s'estomperait singulièrement, voire disparaîtrait.

A défaut d'une telle évolution, un encadrement beaucoup plus strict de l'opérateur historique s'impose, *a minima* comme proposé en réponse à la question 39, afin de corriger la situation présente et de prévenir toute dérive de nature à porter un grave préjudice à la concurrence.